« *L'école ne doit pas être un champ de bataille* ». Telle est la raison invoquée par Benoît Hamon, Ministre de l'Éducation nationale, pour justifier l'arrêt du dispositif des ABCD de l'égalité, saisi comme objet de haine par des franges réactionnaires de la société.

— L'école *est* un champ de bataille.

Le même argument est utilisé pour ne plus même poser de questions sur le dualisme scolaire et le financement public de l'école privée, « *pour ne pas relancer une guerre scolaire* ». La guerre scolaire *a* lieu. Tous les jours, l'école publique subit la concurrence du privé, tous les jours des collègues se battent pour la défendre, tous les jours l'école est dégradée par cette compétition absurde à laquelle elle ne devrait pas être soumise.

Chaque jour, dans les écoles, les collèges et les lycées, des collègues se battent pour continuer à enseigner les génocides face aux négationnismes, l'évolution des espèces et la démarche scientifique face aux obscurantismes, la construction sociale des genres face aux réactionnaires, l'histoire coloniale face aux nationalismes, les approches sociales face à l'économisme, la pensée critique face à l'idéologie dominante, la coopération face à la concurrence, la culture face au marché. L'école est un champ de bataille.

Chaque jour des collègues luttent pour éviter ici qu'une classe ferme, là qu'une option soit supprimée, ailleurs que des dédoublements soient annulés. Chaque jour, des collègues se battent pour accompagner au mieux tous les élèves dans des classes surchargées. Chaque jour, des collègues se mobilisent pour que des élèves poursuivent leur scolarité et trouvent une orientation qui leur convienne au mieux dans une société marquée par 40 ans de chômage de masse. Chaque jour des collègues, contre l'institution, essaient des pédagogies alternatives pour permettre l'épanouissement et l'émancipation des élèves. Chaque jour des collègues subissent la hiérarchie, résistent, craquent parfois, face aux logiques managériales que les politiques libérales imposent à l'école et à ses personnels, face à de petits chefs qui jouissent de leur petit pouvoir pour humilier leurs subordonné-e-s. Trop de nos collègues mettent fin à leurs jours à cause de ces conditions de travail dégradées, tant d'autres en souffrent en silence. Chaque jour, des collègues s'opposent à l'emprise toujours plus grande que le patronat veut exercer sur l'école, ses méthodes, ses contenus, et à l'envahissement de toute la vie sociale par les dynamiques consuméristes. Chaque jour des collègues s'engagent dans l'action pour que tous les élèves, « même » Rroms ou sans papiers, puissent terminer leur scolarité – alors que les forces de police aux ordres du gouvernement les chassent, traquent, évacuent et expulsent. L'école est un champ de bataille.

La suppression du dispositif des ABCD de l'égalité et de sa dénomination est une faute politique – tout comme l'avait été, déjà, hélas, la prise de distance ministérielle avec la notion de genre et son abandon par l'institution. Ce geste, ne serait-ce que par sa portée symbolique, délégitime le projet de l'égalité et les enseignant-e-s qui en portent l'exigence. Il donne une fois de plus le signe que le gouvernement cède à l'agitation des réactionnaires. Il encourage ainsi leur mobilisation. Il est illusoire de penser que cette reculade calmera les adversaires de l'égalité et de l'école publique. Ils ne désarmeront pas. Ils sortent renforcés de chaque renoncement. Chaque concession à la réaction est une défaite idéologique qui laisse de profondes traces.

Avec cette nouvelle démission le ministère expose encore davantage à la haine tous les garçons manqués et toutes les femmelettes, tous les pédés et tous les enculés, toutes les gouines et toutes les salopes, tou-te-s les travelos et tou-te-s les trans, tous les mecs qui aiment des mecs, toutes les nanas qui aiment des nanas, tous les mecs et toutes les nanas qui aiment des mecs et des nanas, toutes les camionneuses et tous les danseurs, tous les garçons qui jouent à la poupée et toutes les filles qui aiment les voitures, toutes celles et tous ceux qui n'ont pas droit à l'existence dans ce

système normé et hiérarchisé de partition binaire du masculin et du féminin.

Il n’y a pas de pacification possible ; et elle n’est pas souhaitable. L’école étant un espace de socialisation et de formation des consciences, elle est nécessairement l’objet d’un conflit politique permanent, entre celles et ceux qui défendent telle ou telle dimension de l’ordre des choses tel qu’il est, et donc une école de la reproduction des hiérarchies (sociales et/ou racistes et/ou hétéro-sexistes et patriarcales), et celles et ceux qui se battent – contre vents mauvais et marées noires – pour une autre école dans une autre société : une école publique, pour tou-te-s, gratuite, laïque, égalitaire et émancipatrice.

L’école est un champ de bataille.

Chaque jour, comme professionnel-le-s, comme syndicalistes, nous sommes sur ce champ de bataille. En première ligne.

[gris]*Déclaration exceptionnelle de la fédération SUD éducation au Conseil supérieur de l’éducation du 3 juillet 2014*[/gris]